



**ARRETE N°31-2026 (prolongation de l'arrêté n°36-2025)  
Réglementant provisoirement la circulation et le stationnement  
entre le n°31 et le n°41, avenue de la République**

**Le Maire de Crosne,**

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre i – quatrième partie – signalisation et prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

**VU** le Règlement Sanitaire Départemental de l'Essonne,

**VU** la Délibération municipale n°2024-116 du 17 décembre 2024 relative à l'instauration de tarifs applicables à l'occupation du domaine public et privé communal à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**C O N S I D E R A N T** les travaux de construction de 72 logements collectifs, d'une crèche et d'un commerce sis 31-41, avenue de la République et plus particulièrement l'instauration d'une aire de déchargement sur trottoir réalisée par la société LTE – Entreprise Générale sise 8, rue d'Alembert – ZA Techniparc – 91240 SAINT-MICHEL-SUR-ORGE.

**C O N S I D E R A N T** que pendant l'instauration de cette aire de déchargement, il est nécessaire de condamner le trottoir entre le n°31 et le n°41, avenue de la République puis de neutraliser 3 places de stationnement entre le n°31 et le n°33, avenue de la République. La circulation et la sécurité des usagers de l'avenue de la République seront pris en charge par l'entreprise.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le présent arrêté prend effet du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 30 juin 2026 inclus.

**ARTICLE 2 :** Pendant la durée du chantier, le stationnement entre le n°31 et le n°33, avenue de la République sera interdit et l'arrêt de tous les véhicules entre le n°31 et le n°41, avenue de la République sera interdit.

Cette disposition ne s'applique pas pour les véhicules de secours, d'incendie et de police dans le cadre normal de leurs interventions.

**ARTICLE 3** : La circulation sera maintenue pendant toute la durée du chantier et la vitesse sera limitée à 20Km/h. La plage horaire pendant laquelle ces travaux seront réalisés se situe de 9h00 à 16h00.

**ARTICLE 4** : Le chantier ne peut occuper plus de la moitié de la largeur de la chaussée, ni plus d'un trottoir à la fois. L'autre moitié de la chaussée, ainsi que le trottoir opposé, doivent rester entièrement libres à la circulation.

**ARTICLE 5** : Le nettoyage et la réfection de la chaussée et du trottoir, en cas de souillures et de dégradations, sont à la charge de l'entreprise. Le brûlage de matériaux est interdit sur l'ensemble du site où se déroulent les travaux.

**ARTICLE 6** : Pendant les travaux, une signalisation sera installée pour les piétons afin de faciliter leur circulation.

En fin de journée, tous les moyens mis en œuvre pour les travaux devront être retirés afin de laisser la circulation libre.

**ARTICLE 7** : La publicité par affichage du présent arrêté, au droit du chantier, sera assurée par l'entreprise et devra être constamment à vue des usagers et lisible par ces derniers. La mise en place de la signalisation réglementaire par panneaux est à la charge de l'entreprise afin d'assurer la sécurité des usagers.

**ARTICLE 8** : Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur. Outre une peine d'amende, les contrevenants, dont les véhicules gênent la circulation ou sont dangereux pour celle-ci, encourent la mise en fourrière de leurs véhicules à leurs frais et dépenses.

**ARTICLE 9** : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté:

- Monsieur le Directeur de la société LTE – Entreprise Générale,
- Monsieur le Commissaire du Commissariat de la Ville de Montgeron,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale de la Ville de Crosne,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Crosne,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Ville de Crosne,
- Monsieur le Directeur de la STRAV,
- Monsieur le Directeur de KEOLIS,
- Monsieur le Directeur du SIVOM,
- Monsieur le Directeur du SAMU,
- Monsieur le Chef du CSP de Montgeron.

**ARTICLE 10**: Exécution de l'arrêté avec ampliation.

Fait à Crosne, le 23 janvier 2026

Michaël DAMIATI

Maire de Crosne

Vice-président de la Communauté  
d'agglomération

Val d'Yerres Val de Seine

en charge de la culture

